



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/132  
10 avril 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
Point 12 de la liste préliminaire\*

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Prix des Nations Unies en matière de population

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/201 du 17 décembre 1981. Ce rapport, qui couvre l'année 1995, a été établi conformément à la décision 1982/112 du Conseil économique et social, en date du 26 avril 1982 (voir annexe).

---

\* A/50/50.

ANNEXE

Rapport sur le Prix des Nations Unies en matière  
de population (1995)

I. INTRODUCTION

1. L'Assemblée générale a adopté le 17 décembre 1981 la résolution 36/201, intitulée "Création du Prix des Nations Unies en matière de population". Ce prix est décerné chaque année à une ou plusieurs personnes, une ou plusieurs institutions ou toute combinaison de personnes et d'institutions, afin de récompenser le travail le plus remarquable accompli en vue de sensibiliser l'opinion aux questions de population ou pour contribuer à leur solution.
2. C'est au Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population que revient le soin de choisir le ou les lauréats. Ce comité est composé de 10 représentants d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil économique et social pour une période de trois ans.
3. En 1994, le Conseil économique et social a élu pour siéger au Comité pendant une période de trois ans, à compter de janvier 1995, les représentants des pays suivants : Bélarus, Burundi, Cameroun, El Salvador, Inde, Guatemala, Japon, Pays-Bas, Philippines et Zaïre. Le Secrétaire général et le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sont membres de droit. Le Directeur exécutif du FNUAP fait fonction de secrétaire du Comité. Le Prix consiste en un diplôme, une médaille d'or et une somme d'argent.
4. Le 5 décembre 1986, l'Assemblée générale, à sa quarante et unième session, par sa décision 41/445, a modifié le paragraphe 1 de l'article 2 du règlement concernant l'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population figurant à l'annexe de sa résolution 36/201 de façon que le Prix puisse être décerné à la fois à une personne et à une institution.
5. Le 26 mai 1987, le Conseil économique et social, dans sa décision 1987/129, a modifié en conséquence le règlement intérieur du Comité.
6. En janvier 1995, le Comité a élu M. Nicolaas H. Biegman (Pays-Bas) président.
7. Ayant été désignées membres honoraires, les quatre personnalités éminentes ci-après ont joué un rôle consultatif auprès du Comité : M. Takeo Fukuda, ancien Premier Ministre du Japon; M. Miguel de la Madrid Hurtado, ancien Président du Mexique; Mme Victoria Sekitoleko, Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de la République de l'Ouganda; et Mme Robin Chandler Duke, Présidente de Population Action International.

## II. PRIX DES NATIONS UNIES EN MATIÈRE DE POPULATION POUR 1995

8. Au total, 11 candidatures ont été présentées pour le Prix des Nations Unies en matière de population de 1995. Après avoir soigneusement examiné les différents dossiers et entendu les vues des membres honoraires, le Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population a choisi de décerner le Prix de 1995 au docteur Halfdan Mahler (Danemark) et au Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants.

9. Le docteur Halfdan Mahler (Danemark) a été choisi en raison de ses éminents états de service en matière de santé publique et du rôle déterminant qu'il a joué en ce qui concerne les questions de santé génésique, de planification familiale et de population à l'échelon international. Il a été Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 1973 à 1988. Dans l'exercice de ses fonctions, il a créé le Programme spécial de recherche en reproduction humaine, qui a mobilisé les efforts de la communauté scientifique et médicale en vue d'aider les pays en développement, dans le cadre d'un partenariat, à assurer les besoins sanitaires de leurs populations, en particulier en ce qui concerne la régulation de la fécondité. Sous son impulsion, l'OMS a fait appliquer le concept des soins de santé primaires, la planification familiale et la santé génésique en étant deux éléments importants. Depuis 1989, le docteur Halfdan Mahler est Secrétaire général de la Fédération internationale pour la planification familiale. Il a éminemment contribué à susciter une prise de conscience accrue des questions de santé et de population et à améliorer les programmes de santé génésique/planification familiale. Il a aussi contribué au succès des travaux de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, notamment dans le cadre des réunions préparatoires, et a aidé à forger le nouveau consensus qui s'est dégagé de ces réunions.

10. Le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, organisation non gouvernementale ayant son siège en Éthiopie, a été choisi en raison des efforts qu'il a déployés pour créer les conditions nécessaires sur les plans social, culturel et de santé publique pour que les femmes puissent exercer leurs droits en matière de procréation et pratiquer notamment la planification familiale. Le Comité interafricain a été créé au Sénégal en 1984 pour lutter contre les pratiques traditionnelles nuisibles pour la santé des femmes et des enfants, en particulier contre les mutilations génitales. Depuis cette date, des comités nationaux ont été créés dans 23 pays africains. Ces comités ont organisé un certain nombre d'activités, notamment des ateliers, des campagnes d'éducation par l'intermédiaire des médias et une formation pour les infirmières et les accoucheuses traditionnelles. Le Comité interafricain effectue des recherches et encourage l'exécution de programmes visant à combattre les pratiques traditionnelles nuisibles touchant la grossesse et l'accouchement, les tabous sociaux et nutritionnels, les mariages précoces et les grossesses chez les adolescentes. Le Comité encourage également le maintien de pratiques traditionnelles telles que l'allaitement au sein prolongé et le massage des enfants en bas âge qui sont bénéfiques pour la santé des femmes et des enfants.

### III. QUESTIONS FINANCIÈRES

11. Au 1er janvier 1994, les avoirs du Fonds d'affectation spéciale se chiffraient à 624 712 dollars. Les revenus des intérêts perçus se sont élevés à 43 601 dollars. Le montant total des dépenses engagées en 1994, prix décernés compris, s'est élevé à 38 235 dollars. Au 31 décembre 1994, le solde de fin d'exercice s'établissait à 630 078 dollars.

-----